

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie:
une transition à deux vitesses**

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique
en Roumanie: une transition à deux vitesses**

Violeta BAJENARU
Doctorante
Centre d'Analyse Economique
Aix en Provence
violetabajenaru@wanadoo.fr

Résumé :

Après l'effondrement du communisme dans l'Europe Centrale et de l'Est, les institutions internationales se sont empressées de prescrire les mêmes schémas pour passer au capitalisme, par l'importation des institutions de type capitaliste. Le caractère multiculturel, peut constituer un facteur favorable à l'importation de nouvelles institutions, dans le cas des régions qui ont préservé des règles informelles favorables à l'économie de marché.

Le cas de la Roumanie peut être représentatif pour expliquer pourquoi on témoigne une telle diversité de résultats dans l'adoption des institutions de type capitalisme, à travers le développement de ses régions historiques : Transylvanie et la région du Sud. La Transylvanie représente le terrain de rencontre entre trois civilisations : roumaine, hongroise et allemande. Les minorités allemandes qui ont peuplé le Nord, Nord-ouest de la Roumanie ont laissé des traces importantes, surtout en ce qui concerne la culture entrepreneuriale et l'état de droit. A l'opposé, le Sud du pays, longtemps sous occupation turque et grecque rencontre de grandes difficultés dans le processus de transition

Mots clés : institutions, règles informelles, mimétisme institutionnel, transition, capital social, Roumanie,

JEL Classification : O17, P2

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Quelques aspects sur la transition institutionnelle en Europe Centrale et de l'Est

Depuis le début de la transformation postcommuniste, on a pris l'habitude d'analyser et de juger les systèmes économiques des pays de l'Europe Centrale et Orientale exclusivement à travers de variables macro-économiques. Certes, une telle approche peut nous donner une image utile, mais celle-ci, d'une certaine manière, est biaisée. Les valeurs et les normes partagées par la population, les croyances, les types de comportement, ont un impact important sur les institutions émergentes.

En règle générale la transition est considérée comme un processus de rattrapage institutionnel et technologique. La transformation postcommuniste est un processus total. Pratiquement, tout y est à construire à neuf, à inventer, à changer, aussi bien au niveau des systèmes politiques et économiques qu'au niveau de la société civile. La transition est donc un processus plus complexe que ce que l'on pensait au début des années 90. La libéralisation des prix, la stabilisation et la privatisation sont des stratégies indispensables pour l'obtention d'une économie de marché fonctionnelle, mais elles ne sont pas suffisantes pour assurer une certaine sécurité si des institutions adéquates ne sont pas mises en place. C'est là le défi le plus important que les pays ex-communistes doivent relever : comment concilier la lenteur de l'émergence institutionnelle et la nécessité d'un changement économique rapide.

Aujourd'hui, les résultats de la transition dans les économies post-communistes sont assez mitigés et très hétérogènes. Pourquoi une telle diversité ?

On évoque dans un premier temps les conditions initiales, telles que la longévité de la planification, l'indice de libéralisation en 1989, les échanges dans le cadre du CAEM, les dotations en ressources naturelles. Cela explique en partie l'hétérogénéité des résultats.

Murrell (1999) remarquait que pendant la transition « les politiques sont devenu homogènes mais les résultats sont très hétérogènes, fait qui suggère que les conditions initiales déterminent l'efficacité de ces politiques »

Les raisons de cette différenciation doivent être cherchées bien au-delà de ces aspects. L'état de droit en Europe de l'Est et la liberté d'entreprendre ne sont pas ses caractéristiques les plus remarquables. Après 1989, la plupart de pays ex-communistes n'ont aucun souvenir du capitalisme. Depuis des siècles, cette partie de l'Europe a vu son histoire partagée entre des despotes ou des envahisseurs étrangers. Certains pays de la région ont été inclus dans l'empire austro-hongrois, exemple classique de l'autocratie libérale. Pour ce groupe de pays, on peut admettre que la mémoire collective a conservé l'esprit civique et la liberté d'entreprendre.

Il est généralement reconnu que l'entrepreneuriat se développe beaucoup plus vite dans des pays qui ont possédé une forte tradition industrielle pre-socialiste (le cas de la Tchécoslovaquie).

La Nouvelle Economie Institutionnelle met l'accent sur les institutions en tant que composante fondamentale du processus de création de richesses. Malgré le fait qu'il n'y a pas une définition exacte des institutions, il est généralement reconnu que les institutions formelles se modifient rapidement sous l'impulsion de décisions politiques et législatives. Les institutions informelles (normes, valeurs, tabous, etc.), quant à elles, sont profondément ancrées dans les coutumes, les traditions, et les normes de comportement héritées des anciennes générations. Il faut attirer l'attention sur le fait que ces règles informelles sont à la

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

base de la création d'institutions saines et qu'elles sont les mieux adaptées pour répondre aux besoins des marchés qui émergent.

Les normes sociales, valeurs et traditions ont un impact considérable sur la structure de institutions formelles et vice versa.

Iredell Jenkins (1980) fait observer que « les buts et les problèmes majeurs que connaissent les institutions humaines – lois comprises – sont l'héritage de la condition humaine » et il défend l'idée qu'il est nécessaire d'étudier les processus physiques et sociaux jusqu'à leurs origines.

Les régions qui ne sont pas dotées avec les mêmes ressources, ne disposent pas de la même culture et des règles informelles. Par conséquent une politique unitaire de développement économique et de passage à l'économie de marché, telle que celle promovée par le *Consensus de Washington* est erroné et a généré des résultats contradictoires et très différentes d'une région à l'autre. *Le Consensus de Washington* a été construit sur un modèle qui correspond à un pays industrialisé avec une économie de marché mature. Or, l'Europe Centrale et encore moins l'Europe de Sud-est ne dispose pas des institutions informelles nécessaires sur lesquelles on peut « bâtir » une économie de marché. Aujourd'hui de plus en plus économistes¹ révèlent les insuffisances de cette stratégie imposée par le FMI et le Trésor Américain.

Un rapport BERD concernant la transition conclut que « le développement des institutions dépend dans un degré considérable d'histoire et de la culture ». Plus récemment, le FMI (2003) admettait aussi qu'il existe peu des connaissances sur le rôle des normes sociales sur le développement des institutions formelles.

Sur le plan des institutions politiques, la transition postcommuniste est un processus imitatif, et artificiel. Après l'effondrement du communisme, les autorités en place n'ont pas su élaborer des institutions, qui auraient pu correspondre en quelque sorte à leur situation et tenir compte de leurs mentalités et traditions politiques particulières. Les systèmes institutionnels instaurés sont artificiels parce qu'ils ne possèdent pas d'enracinement sociétal propre. Quand les nouvelles règles sont en contradiction avec les règles informelles, les coûts² de la transaction sont élevés.

Ce mimétisme institutionnel peut expliquer l'instabilité législative dont font preuve aujourd'hui la plupart des pays de l'Europe Centrale et Orientale. Les nouvelles institutions ne sont généralement pas acceptées par la majorité de la population, d'où le besoin de changement continu. Les institutions « importées » peuvent se montrer efficace seulement s'il y a une concordance avec la structure locale et s'il existe une logique dans la séquentialité de leur introduction. Par exemple dans certaines PECO, on a privatisé les entreprises sans avoir une loi sur la concurrence, ou sans que les droits de propriété soient bien fixés.

Mancur Olson³ dans un article sur le rôle des institutions pour les performances économiques, considère que dans les pays en transition, le fonctionnement des institutions peut être corrélé avec l'héritage du système centralisé et la manque généralisé de savoir-faire des individus et

¹ Voir Joseph Stiglitz *Globalisation and its Discontents*, 2002

² Voir Coase, Roland (1988) – *The firm, the market and the laws*, University Chicago Press

³ Mancur Olson (1996) – *Big Bills Left on the Sidewalk: Why Some Nations are Rich and Other are Poor?*” *Journal of Economic Perspectives*, 1996, vol.10, no2

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

les échecs de coordination⁴ de politiques nationales. En Roumanie il y a des nombreux débats sur la fragilité des institutions de marché fait qui augmente les risques de perte de control sur la dynamique du processus de transition.

Les institutions informelles et leur impact sur le développement régional en Roumanie

Il faut voir tout d'abord comment émergent les institutions formelles. Si l'on regarde l'évolution des institutions européennes, on se rend compte qu'elles sont le résultat d'une longue évolution, tenant compte des caractéristiques nationales, des mentalités, des normes non écrites et habitudes, ce que North appelle les institutions informelles. Or, de manière générale, dans cette partie de l'Europe, on a éliminé les institutions de type communiste en les remplaçant artificiellement par des institutions « d'importation ». Les institutions formelles doivent être la « traduction » logique des celles informelles, dans lesquelles la population se reconnaît. Rodrik (2002) considère que les arrangements institutionnels les plus efficaces contient des nombreux éléments locaux qui dérivent de leur trajectoire historique, géographie et d'autre conditions initiales et considère que le développement des pays en transition tient d'un système d'équations avec trois variables : la géographie, l'intégration (de transactions commerciales) dans l'économie mondiale et les institutions. La géographie est la seule variable exogène, et de manière générale on inclut, a coté de la position géographique et la proximité de l'UE, la topographie, les ressources naturelles ou le climat. Les deux autres tiennent de l'évolution de chaque pays.

Le début de la transition communisme on a pense que « l'importation » de institutions va accélérer le processus de transition vers une société capitaliste. Dans leur désir d'adhésion à l'Union Européenne tous les pays ex-communistes se sont tournés vers l'Occident tant que *réservoir* des institutions. Les pays qui ont le mieux réussi leur intégration dans les structures européennes sont ceux qui sont les plus proche des pays de l'UE, et qui partagent une culture de proximité. Slovénie, le *succes story* de la transition post-communiste a des traits bien caractéristiques. La Slovénie a connu un modèle de développement pré -communiste qui la rapproche le plus de ses voisins autrichien ou italien que des autres Slaves du Sud. Pendant la deuxième guerre mondiale, l'Allemagne et l'Italie se partagent les régions slovènes.

Il est généralement reconnu que la Roumanie a commencé le processus de transition dans une position beaucoup plus difficile. Les conditions initiales ont été particulièrement défavorables. Le stalinisme tardif et la dictature communiste du Ceausescu ont laissé derrière un pays « épuisé » et une population insuffisamment préparée à passer à un système démocratique et une économie de marché. En deuxième lieu l'Europe du Sud-est⁵ est la région la plus pauvre, et la proximité de la Roumanie de Yougoslavie, a retardé la reprise de croissance.

La Roumanie a eu une situation particulière dans le cadre du bloc soviétique. Considéré comme *l'îlot de latinité* dans une région largement influencé par la culture slave, la Roumanie a construite son identité sur cette ambivalence. Malgré le fait que ses racines sont

⁴ Blanchard parle de « désorganisation » comme source majeure d'échec de la transition. Plus de details voire Blanchard, O. (May 1996)- *Theoretical Aspects of Transition*, American Economic Review, vol. 86, no. 2, pp. 117-123

⁵ le PIB de cette région représente 0,7% du PIB de l'UE, tandis que sa population représente 15% de la population de l'UE. Si on considère le seuil de pauvreté de 4\$/jour alors plus de 50% de la population de cette région se trouve sous le seuil de pauvreté.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

latines, la Roumanie appartient au monde slave par sa religion orthodoxe. Décrite à la fois comme « le petit Paris » et comme « la Porte de l'Orient », Bucarest, à travers sa situation géographique et sa culture traduit toutes les contradictions de l'identité roumaine.

En Roumanie, au moment de la chute du communisme la classe moyenne (celle considérée théoriquement la plus favorable à l'émergence des mouvements de droite) était considérablement inférieure à celle des autres pays voisins (8% contre 30% en République Tchèque ou 25% en Hongrie), et inégalement réparti entre ses régions. Il n'y a aucun doute sur le fait que la révolution roumaine a commencé à Timisoara, ville de la frontière de l'Ouest, le signal étant donné par un catholique appartenant à la minorité hongroise.

Historiquement la Roumanie a vu son territoire partagé entre trois empires : l'empire Ottomane, l'empire Russe et l'empire Austro-hongrois. La mémoire collective a gardé les influences de ces cultures. Ainsi dans la région de la capitale, on peut encore trouver des réminiscences du comportement⁶ oriental. Le 'bacsis'⁷ d'origine turque est entré dans la culture locale d'affaire et devenu un *modus vivendi* il contribue au bon « déroulement » des activités de la vie économique et sociale. Le pot de vin est simplement une règle de l'activité économique. Cette situation n'est guère spécifique qu'à la Roumanie. Lorsqu'on demande qui sont les personnes les plus corrompus, la population de la plupart des PECO a mis sur le premier place les docteurs (voire annexe 1), et pas, comme on pourrait penser les fonctionnaires ou les hommes politiques.

Bresson (1999) montre que la corruption qui se développe dans un système de type soviétique possède des caractéristiques spécifiques par rapport aux pays développés : elle apparaît pour répondre en priorité à la pénurie, c'est à dire à l'insuffisance de l'offre.

Dans le modèle de type soviétique, la prégnance de rapports politiques totalitaires sur les rapports économiques est à l'origine d'un système de corruption généralisée spécifique. Les solutions informelles que sont la corruption et les marchés parallèles sont une forme de survie.

Tant qu'il n'y aura pas une prise de conscience interne de ces problèmes liés à la corruption, l'introduction des nouvelles institutions d'inspiration capitaliste est génératrice de coûts supplémentaires. Les économistes roumains considèrent que la corruption est devenue un coût de transaction comme n'importe quel autre coût que entraîne la vie économique.

Une autre caractéristique du comportement des agents économiques de la région est la recherche du profit à court terme et l'ignorance presque généralisé, d'investissement à long terme et la rentabilisation des affaires. Sans des investissements et d'épargne, la croissance économique ne sera pas possible. Bien sûr qu'on peut rappeler comme circonstances atténuantes les conditions instables du passage à l'économie de marché, un droit de propriété mal définie, l'instabilité législative, l'inflation galopante, mais ici on trouve le même comportement marchand de type orientale. La plupart des entreprises enregistrées après 89 sont dans le domaine du commerce, là où le profit est le plus vite à obtenir.

Les nouvelles règles de jeux ne sont pas respectées, le système continue à fonctionner selon une logique locale et connue que par les acteurs locaux. Faire des prédictions sur le futur des affaires tient plutôt du domaine de la voyance que de la théorie économique.

⁶ Une très bonne analyse du comportement entrepreneurial des roumains est fait par Alan Cardon (2002), voire annexe 2

⁷ bacsis – pot de vin

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Sans prétendre révéler toutes les caractéristiques de cette région de la Roumanie, on peut conclure qu'elle garde encore des règles et des normes qui viennent des époques lointaines.

Un autre aspect qui nécessite d'être évoqué est l'influence de la culture française, particulièrement dans la région de la capitale. Pendant plus de cent ans, la France a exercé une séduction presque inexplicable. Tout intellectuel parle le français et fait ses études en France. En 1864, l'année d'apparition de l'Université de Bucarest, 16 professeurs étaient formés en France. Des éléments de culture française on retrouve partout : dans la littérature, l'architecture, la musique, etc. La révolution roumaine a été largement influencé par la Révolution française⁸. Si la France s'est montré particulièrement active sur le plan politique, l'influence allemande est plus discrète, mais plus efficace en privilégiant l'aspect commercial et financier.

Le duel franco-allemand en Europe, on retrouve aussi sur le territoire roumain. Si la France représente le monde de la culture, l'Allemagne, qui d'ailleurs a eu une présence beaucoup plus importante dans ce région depuis des siècle, est synonyme de la rigueur et de la stabilité. La présence des allemandes en Transylvanie peut expliquer en partie la différence de développement économique entre la région du Sud de la Roumanie et la région de Ouest - Nord-ouest. Malgré des nombreuses influences de culture française en Roumanie, on ne peut pas dire aujourd'hui que les institutions informelles tels que normes ou conduite ont été beaucoup influencés par le modèle français. Par contre, l'Allemagne, par sa minorité⁹ importante en Transylvanie ainsi que par des nombreux liens commerciaux, a induit une conduite d'affaire dont on peut reconnaître encore aujourd'hui.

Au début de XXe siècle la présence des minorités allemandes se fait ressenti partout dans une proportion plus ou moins importante. La Bessarabie russe, la Bucovine autrichienne, la Transylvanie hongroise et la Dobroudja bulgare incluait chacune près de 5% des Allemandes.

L'Allemagne continue jouer aujourd'hui un rôle très important dans toute l'Europe Centrale et Orientale. Ainsi le pays du Groupe Visegrad sont devenu sa région préférée d'investissement, car ils ont un potentiel économique beaucoup plus important que les autres régions périphériques, une main d'œuvre qualifiée et une proximité géographique. Un auteur allemand¹⁰ considère même que la République Thèque et la Slovaquie sont devenu le « Mexique de l'Allemagne ».

Selon les données fournies par Commerzbank, plus d'un tiers de transactions commerciales entre les PECO et les pays de l'OCDE, sont réalisés avec l'Allemagne.

Transylvanie – la culture de la diversité

La Transylvanie est la région historiquement disputée entre la Roumanie et la Hongrie.

⁸ Nicolae Balcescu et Dimitrie Bratianu, membres de l'intelligentsia roumaine ont pris part à la Révolution française , ce qui leur valut les noms des 'Parisiens'

⁹ en 1939 il y a en Transylvanie 780 000 des allemandes, population qui n'a pas cessé diminuer jusqu'à 366 000 en 1977 et 70 000 en 1991.

¹⁰ J.Noetzold (1995) – *European Union and Eastern Central Europe : Expectations and Uncertainties*, Aussenpolitik, pg 14-23

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Transylvanie appelé en roumain *Ardeal* (au delà de la forêt), en hongrois *Erdely* (devant la forêt) elle est pour les allemandes *Siebenburgen* (le pays au sept burgs), faisant référence aux premières colonisations saxonnes (le nom donné aux mineurs allemandes dans Europe Sud orientale).

Intégrée en 1920 à la Roumanie, la Transylvanie compte aujourd'hui 6 millions Roumains contre 2 millions de Hongrois. Sans entrer dans des détails politiques ou historiques qui peuvent la situer d'un coté ou d'autre, je veux souligner sa situation particulière, en tant que région de frontière, pas seulement politique mais culturelle. L'influence hongroise et celle exercé par les minorités allemandes dans cette région a beaucoup « aidé » Transylvanie dans son développement économique. La domination hongroise de la Transylvanie a laissé des fortes traces partout. Depuis 1150 les rois de Hongrie ont invité les Allemandes¹¹ à initier des activités commerciales en Transylvanie. Ainsi ils ont fondé près de 250 villages et nombreuses villes autour des centres telles que Hermannstand/Cluj, Bistriz/Bistric. Les Saxons ont bénéficié en Transylvanie d'un statut politique et juridique privilégié qui leur garantissait des droits corporatifs. Le modèle allemand qui achève de s'élaborer en XIXe siècle et s'affirme dans l'Empire de Habsbourg, est soutenu par des mutations économiques qui accompagnent l'ère industrielle.

Au début du siècle, la Transylvanie connaît un essor économique beaucoup plus important que les autres régions roumaines, et en effet les différences de niveau de développement Sud-Ouest se sont creusé pendant la période communiste et encore plus aujourd'hui.

La proximité de la Transylvanie de l'Hongrie, et son raccordement aux autoroutes qui lient les principales villes de la région Ouest Nord-ouest de Budapest et Vienne, sont d'autant plus facteurs qui peuvent expliquer sa croissance économique soutenue.

Le capital institutionnel – source de croissance économique

Parmi les autres facteurs de production le facteur humain, est de loin, le plus important. Le fait qu'il a été peu traité par la littérature économique d'après 1989, est d'autant plus étonnant. Comment peut – on concevoir des stratégies de développement économique sans prendre en considération le facteur humain? Il est généralement reconnu le rôle important joué par les innovations dans la croissance économique, mais la littérature économique accorde peu d'attention au capital humain et éducationnel. L'innovation devient le mot clé pour tout progrès économique. Si la priorité du système communiste était la production massive, la priorité du monde actuel est l'innovation et la créativité. Le moteur de la société communiste était considéré l'industrie lourde (la sidérurgie ou la construction de machines). Or dans cette partie de l'Europe s'il y a 15 ans on demandait aux individus de se soumettre aux directives du Parti Communiste et produire le plus possible, aujourd'hui au contraire, on le demande de prendre de l'initiative et devenir créatif.

Le système de sécurité socialiste qui était un de plus généreux en Europe et dans le monde (du 15% à 30% du PIB) a généré l'apparition d'une masse d'individus dépourvu de toute responsabilité individuelle. Un sondage Gallup (2003) révélait le fait que les Roumains mettent comme première source de la pauvreté l'aide insuffisante de la part de l'Etat. Le

¹¹ Selon la Loi fédérale sur les Expulsés est considéré comme Allemande celui « qui dans sa patrie se reconnaît dans les us et coutumes allemandes, dans la mesure où cette reconnaissance est confirmée par certaines signes tels que la descendance, langue, éducation et culture ».

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

manque de responsabilité individuelle a des conséquences les plus graves surtout sur la création des institutions politiques.

Daianu¹² (2000) identifie trois formes de capital institutionnel : *le capital social, le capital civique, et le capital de cohésion sociale*. Malgré l'ambiguïté du concept, il commence à être de plus en plus considéré par des spécialistes¹³, comme source principale de croissance économique.

L'apport du capital social à la croissance économique, a été plus largement étudié par Fukuyama¹⁴ (1995) qui conclut que l'accumulation de capital social est la source qui crée des avantages compétitifs dans les économies modernes. Le capital social est créé parmi les connections entre les règles formelles et informelles (réseaux, des associations volontaires, etc.).

Etroitement lié au capital social est l'émergence des règles éthiques. Ces règles éthiques sont la base de la formation d'un environnement d'affaire sain et transparent.

Il y a deux thèses majeures qui expliquent la création des valeurs éthiques dans l'environnement des affaires. Une thèse soutient le fait que les normes éthiques se développent spontanément, la deuxième qui considère qu'ils sont le résultat de la propagande d'Etat. Eggerston¹⁵ (1990) considère que la première voie est très lente tandis que la deuxième inefficace.

Si on considère que les normes de comportement éthique apparaissent spontanément, il est nécessaire d'avoir à la base une longue tradition dans laquelle les règles de jeux sont respectées.

Les règles informelles en Roumanie ne sont pas homogènes, mais elles ont des traits communs comme une forte orientation vers l'égalitarisme et le collectivisme¹⁶. Ces traits ne sont pas favorables au développement d'un environnement des affaires basé sur la responsabilité individuelle et finalement à l'émergence de nouvelles règles éthiques.

La deuxième thèse qui considère que le rôle de l'Etat est majeur dans l'émergence des comportements éthiques, n'est pas plus satisfaisante. Quand les institutions gouvernementales et les monopoles d'Etat détiennent un pouvoir illimité sur le marché et les élites politiques utilisent le pouvoir politique d'une manière non éthique, il est évident que la voie vers la création du capital social est fermée.

Le terme de *capital civique* fait référence au système de contrôle des institutions politiques, et celle des hommes politiques.

¹² D. Daianu (2000) – « *Où se dirigent les pays post-communistes ?* », Ed. Polirom (en langue roumaine)

¹³ Au début, principalement les sociologues ont étudié ce concept. Plus récemment les économistes ont l'a introduit dans leur champ d'analyse.

¹⁴ Francis Fukuyama (1995) – *Trust, Social Virtues, and the Creation of Prosperity*, New York, Simon and Schuster

¹⁵ Eggertsson, Thrainn (1990), *Economic Behaviour and Institutions*, Cambridge University Press

¹⁶ Greif (1999) dans son article « *Cultural Beliefs and the Organisation of Society : A Historical and Theoretical Reflection on Collectivist and Individualist Societies* », démontre que dans les sociétés collectivistes, les individus utilisent les réseaux informels et ponctuellement le système formel. Le contrat est renforcé par des institutions informelles. La coopération manque. A l'autre bout de l'échelle on trouve les sociétés individualistes, de type capitaliste, dans lesquelles le contrat et le droit de propriété sont les institutions principaux qui régulent l'activité économique.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Le capital de cohésion sociale et celle qui aide une société à mieux avancer, et pas à rester *bloqués* dans des conflits d'intérêts. Parmi les trois formes de capital institutionnel, le capital de cohésion sociale est peut être le plus important, car il constitue le lien entre tous les acteurs de la vie économique et sociale.

Conclusions

Même si les institutions d'importation peuvent aider les pays en transition à mieux se reconstruire, à long terme ce mimétisme institutionnel peut avoir des effets nocifs. Les institutions ne doivent pas être imposées de l'extérieur mais elles doivent être le résultat d'une évolution propre. Pour éviter l'aggravation et l'apparition de nouvelles différences régionales à l'intérieur de l'Union Européenne, chaque pays doit suivre son propre chemin en évitant l'application du même schéma.

North expliquait cette différenciation régionale par le fait que les individus possèdent des modèles mentaux pour interpréter le monde extérieur et que ces modèles dépendent de la culture locale. Ils sont transmis de génération en génération et par conséquent elles varient d'une région à l'autre.

Si on élimine, comme stratégie de transition, l'importation des institutions, est-ce qu'on peut dire, dans une logique hayekienne, que les institutions capitalistes vont émerger spontanément dans cette partie de l'Europe? La réponse est peu évident.

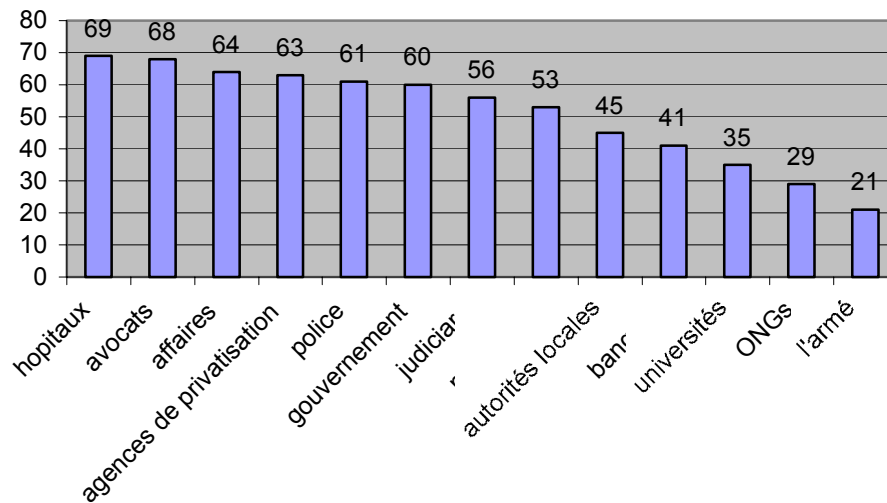
En Transylvanie on peut croire, que dans un futur proche, les règles de marchés et un esprit d'entreprendre de type capitaliste vont émerger. Pour le reste, au mieux, on peut espérer que tous les transformations qui ont lieu et les échanges culturels, vont affecter dans une certaine mesure, l'esprit d'affaires des autres régions.

La conclusion de cet article est que le mimétisme institutionnel dont font preuve aujourd'hui cette partie de l'Europe peut avoir des effets bénéfiques pour les régions qui ont témoigné dans un passé plus ou moins éloigné, des modèles de développement plus proche de celle de pays industrialisés. Dans le cas des régions complètement déstabilisés par la chute du communisme et qui on eu une tradition agrarien avant l'instauration du communisme, la transition sera un processus de très longue durée, qui va avoir lieu parallèlement avec un changement de mentalité et de normes de vie. Ainsi, de plus en plus d'économistes considèrent qu'ici on témoignera une forme particulière de capitalisme.

Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie: une transition à deux vitesses

Annexe 1

La perception de la corruption en l'Europe Centrale et de l'Est



Source :US Office of Research Survey 1998

Annexe 2

Alan Cardon (2002) – Sur les roumains

« Les Roumains aiment vous accueillir, vous recevoir, vous mettre à l'aise et vous montrer qu'ils écoutent et apprécient ce que vous avez à dire. Les gens sont plutôt chaleureux et ouverts. Qu'ils sont riches ou pauvres, ils vous donnent ce qu'ils ont de mieux. Pour parler de l'autre versant de la pièce, les organisations et les cultures privilégient avant toute l'apparence d'une bonne relation.

Les conflits ne sont pas apparentes, et c'est pourquoi ils peuvent être très dangereux. Les relations ont tendance à prendre une telle importance dans quelques entreprises roumaines qu'elles ont souvent la prééminence sur l'efficacité et résultats. Définir et résoudre des problèmes, prendre des décisions, se lancer dans l'action et gérer des organisations efficaces, tout cela semble secondaire par rapport au fait de développer ou préserver de bons liens avec les gens et alimenter des réseaux d'influences internes ou externes. 'Sans des réseaux de relations vous n'obtiendriez rien' pourrait être le slogan qui désigne le moyen d'avoir succès. Cela donne à la Roumanie une coloration très orientale dans sa culture business. Entretenir des bonnes relations utiles est devenu un job à plein temps qui ne mène nulle part ailleurs. Pour beaucoup de gens, c'est simplement le but à atteindre.

Ce n'est pas l'organisation mais le clan qui vous protège. Ces entreprises sont faites de clans très fortement entrelacés. Ces clans ont l'obligation de protéger leurs membres. Ces réseaux ou clans survivent aux bouleversements économiques et politiques. Quelques organisations de type féodal ou clanique préfèrent dépérir et mourir plutôt que d'accepter le changement. Elles préfèrent s'exclure de l'environnement plutôt que grandir et voir l'étendue de leur pouvoir modifier à leur désavantage. Protéger le clan est essentiel. Les autres objectifs sont secondaires.

Il y a une tendance à déléguer les responsabilités vers le haut.

Il y a une croyance très étendue que le changement doit suivre un circuit top-down, de haut en bas, et que s'il n'est pas planifié et mis en œuvre correctement du début jusqu'à la fin, rien n'est vraiment réalisable. Pour le personnel, les leaders sont responsables de chaque chose. Les employés passent leur temps à tenir les leaders pour responsables de résultat. Il y a une perception partagée que le changement est la responsabilité de quelqu'un 'd'en haut' si possible un leader bien identifié ou plus vaguement dans le système. »

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie:
une transition à deux vitesses**

Bibliographie

1. BAFOIL, François (1999), *Le Post-communisme en Europe*, Ed. La Découverte.
2. BLANCHARD, O (1996) – “Theoretical Aspects of Transition”, *American Economic Review*, vol. 86, no. 2, pp. 117-123
3. BOIA, Lucian (2001)- *Romania, Borderland of Europe*, Reaktion Books, London
4. COLEMAN J. (1987), « Norms as Social Capital », in RADNITZKY G. & BERNHOLZ P., Eds., *Economic Imperialism : The Economic Approach Applied Outside the Field of Economics*, New York : Parangon House Publishers, pp. 133-155
5. COLOMBATTO, Enrico (2001), « Was transition about free-market economics ? », *Journal des économistes et des sciences humaines*, vol XI, no 1, mars 2001.
6. DAIANU, D (2000) – *Incotro se indreapta tarile postcomuniste ?*, Polirom (en roumain)
7. NELSON, Richard and WINTER,S (1996), *An Evolutionary Theory of Economic Change*, The Belknap Press of Harvard University Press, Cambridge, Massachusetts and London.
8. EGGERTSSON, Thrainn (1990), *Economic Behaviour and Institutions*, Cambridge University Press.
9. FUKUYAMA, F (1995) – *Trust, Social Virtues, and the Creation of Prosperity*, New York, Simon and Schuster
10. FUTUBOTN E. and R. Richter (1996), *Institutions and Economic Theory. The contribution of the New Institutional Economics*, Chicago : The University of Michigan Press.
11. GREIF A. (1994) - “Cultural Beliefs and the Organisation of Society : A Historical and Theoretical Reflection on Collectivist and Individualist Societies”, *Journal of Political Economy*, 102 (5), pp. 912-950
12. HAUDEVILLE, Bernard (2001) – « Quelques enseignements de la transition concernant les conditions de fonctionnement d’une économie de marché », *Journal des économistes et des sciences humaines*, vol XI, no 1, mars 2001
13. HAYEK, F (1988), *La présomption fatale*, Paris : Presse Universitaire de France.
14. JENKINS, I (1980) - *Social Order and the Limits of Law*, New York
15. KEEFER P. & SHIRLEY M. (2000), « Formal versus Informal Institutions in Economic Development », in MENARD C., Ed., *Institutions, Contracts and Organisations*, Chelentham (UK) & Northampton (USA) : Edward Elgar, pp. 88-107.
16. KORNAI, Janos (2001), *La transformation économique postsocialiste*, Ed. de la Maisons des sciences de l’homme, Paris.
17. MANCUR Olson (1996) – “Big Bills Left on the Sidewalk: Why Some Nations are Rich and Other are Poor?” *Journal of economic Perspectives*, 1996, vol.10, no2
18. de MELO, DENZIGER, GELB (1997) – “Circumstance and choice: the role of initial conditions and policies in transition countries”, *World Bank Policy Research Paper*
19. MURRELL, P (1992) – “Evolution in Economics and in the Economic Reform of the Centrally Planned Economies” in Christopher C. Clague and Gordon Rausser eds. *The Emergence of Market Economies in Eastern Europe*, Blackwell: Cambridge, Mass, <http://www.bsos.umd.edu/econ/murrell/papers/czep.html>
20. MURRELL, P, HEYBEY, B (1999) – “The relationship between growth and the speed of liberalisation during transition”, <http://www.bsos.umd.edu/econ/murrell/papers/speed5.pdf>

**Le mimétisme institutionnel et la croissance économique en Roumanie:
une transition à deux vitesses**

21. NORTH, Douglass (1990), *Institutions, Institutional Change and Economic Performance*, Cambridge University Press.
22. NOETZOLD, J (1995) - "European Union and Eastern Central Europe: Expectations and Uncertainties", *Aussenpolitik*, pages 14-23
23. PEJOVICH S. (1997), - "Law, Tradition and the Transition in Eastern Europe" , *The Independent Review*, 2 (2).
24. RODRIK, D (2004) – "Rule of Law, Democracy, Openness and Income: Estimating the interrelationships",
<http://ksghome.harvard.edu/~drodrik.academic.ksg/papers.html>
25. SACHS, J, ZINNES, C, EILAT, Y (2000) – *Patterns and determinants of economic reform in transition economies : 1990-1998*, CAER II Discussions Paper no.61
26. SHILLER R., BOYCKO M. & KOROBOV W. (1992) "Hunting for Homo Sovieticus : Situational versus Attitudinal Factors in Economic Behaviour" , *Brookings Papers on Economic Activity*, 1.
27. STIGLITZ, J (2002) - *Globalisation and its discontents*, W.W Norton & Company, New York
28. VEHOVEC, M (2001) "Informal institutions in a transition economy :Does business ethics matters ?", *Journal des Economistes et des Sciences Humaines*, vol. XI, no 1, Mars 2001
29. VOIGT, S. (1993), « Values, Norms, Institutions and the Prospects for Economic Growth in Central and Eastern Europe », *Journal des Economistes et des Etudes Humaines*, vol. IV (4).